

- Le soi-disant tirage au sort des jurys où le syndicat a demandé à ce que les anciens chefs de service âgés de plus de 70 ans trop rigoureux n'y figurent pas. Ils ont été suivis dans leur démarche par les deux administrations qui regrettent aujourd'hui d'avoir écarté des enseignants rétribués pourtant par leur institution.

- Pis encore, et première mondiale dans les concours d'agrégation universitaire : les jurys n'étaient pas constitués par les plus anciens, les plus rigoureux, et aucun d'entre eux n'était présidé par un professeur de la discipline concernée. Enfin, des jurys dignes du Guinness.

- Les enseignants ayant soutenu leur thèse avant la fin de l'année universitaire 2006/2007 ont passé les concours de Docentat (MCA) dès octobre 2007, et de professeur au concours de juin 2011.

Pratiquement sans aucune entrave dans

Oseront-ils les regarder dans les yeux au cours de l'assemblée générale et leur dire : Partez ! Nous avons demandé votre départ car vous avez plus de 65 ans. Moins de deux ans seulement après l'accès à ces postes. Il y a deux ans et demi, vous avez servi de locomotives à nos objectifs et revendications, mais maintenant que ces objectifs sont atteints, nous n'avons plus besoin de vous. Est-ce là l'éthique syndicale ?

leur progression universitaire.

- Les autres, ayant soutenu en 2008, n'ont passé leur concours de Docentat (Maître de conférences A) qu'en juin 2011, du fait des multiples reports, perdant au passage 3 années d'ancienneté dans ce grade d'enseignant magistral. Ils ont ensuite attendu 2016 pour se voir organiser un concours d'accès au grade de professeur H.U. qu'ils auraient dû passer en 2014.

Entre-temps ce décalage et ces reports ont permis à une certaine catégorie d'enseignants de boucler leurs trois années dans le grade de MCA et de passer le concours de professeur dès juin 2011. Vous devinerez tous qui en sont les bénéficiaires qui se reconnaîtront sans avoir le courage de le reconnaître.

En définitive, les thésards de 2008 qui m'ont approché ont aujourd'hui cinq années de retard dans la progression et l'accès au grade de professeurs H.U. sur les thésards de 2007 qui ont pris en otage le Snechu. Voilà le professionnalisme et la moralité des enseignants à qui on a confié les rênes de mon ex-syndicat. Une autre question me vient à l'esprit : quelle est la position du Snechu vis-à-vis des collègues qui ont participé au concours de la honte, concours reconnu et dénoncé comme tel en assemblée générale par certains lauréats (concours pour l'accès au poste de PCS lancé en janvier 2013 et différé n fois jusqu'en 2014 avec installation des intéressés en août 2014) à un âge compris entre 63 ans et 65 ans moins 1 jour, ainsi que les candidats âgés de 65 ans et plus au moment du concours et autorisés à y participer du fait qu'ils étaient intérimaires. Oseront-ils les regarder dans les yeux au cours de l'assemblée générale et leur dire : Partez ! Nous avons demandé votre départ car vous avez plus de 65 ans. Moins de deux ans seulement après l'accès à ces postes. Il y a deux ans et demi, vous avez servi de locomotives à nos objectifs et revendications, mais maintenant que ces objectifs sont atteints, nous n'avons plus besoin de vous. Est-ce là l'éthique syndicale ? Quelle déception pour eux aussi de s'être laissés rouler dans la farine, tout comme l'ex-président. J'en arrive maintenant au problème de la formation en pharmacie. N'ayant aucun argument à avancer aux adhérents du Snechu pour contrer les faits avancés, on va totalement les occulter, et trouver une parade miraculeuse : pour détourner l'attention des véritables problèmes, le professeur Ouahioune déclare qu'il y a absence de relève en pharmacie.

Ce qui sous-entend que les pharmaciens n'ont formé personne ou peut-être qu'au département de pharmacie on est incompétent dans ce domaine. N'ayant porté aucun jugement de valeur sur les personnes dans ma première intervention au risque de me répéter, mais uniquement relevé les incohérences et

les dénis vis-à-vis des recommandations de l'assemblée générale, et vous m'accorderez justice en m'accordant le fait que c'est bien le président démissionnaire du Snechu qui le reconnaît officiellement comme sus-cité. Je ne peux laisser ainsi M^{me} la Présidente du Snechu continuer à désinformer les enseignants H.U. et l'opinion publique, je me dois là au nom de mes collègues enseignants du département de pharmacie de remettre les pendules à l'heure, même si certains collègues semblent timoré(e)s par cette situation. Je répondrai à ces assertions malhonnêtes et mensongères qui ont pour objectif de casser la famille des sciences médicales, en deux points très précis :

- primo : ce n'est certainement pas avec votre CV qu'en 1984 M^{me} le P^r R. Merad, suivie du P^r L. Abed, puis du P^r M. Reggabi et enfin du P^r M. B. Mansouri auraient pu prétendre se porter candidats et intégrer l'Académie nationale française de pharmacie (ANP).

C'est au vu de nos CV et d'une carrière d'enseignants, de chercheurs et de meneurs d'hommes exemplaires que ces quatre professeurs du département de pharmacie d'Alger ont été élus haut la main membres de cette académie. Et nous sommes certains que d'autres pharmaciens viendront rapidement grossir nos rangs ou y prendre notre relais.

Quant à vous, il vous reste le loisir, si vous le souhaitez, de vous entourer de quatre assistants, de créer une académie de médecine ou de pharmacie, et de vous y faire bombarder présidente ou président. Je reste persuadé que ce titre vous ramènera des points aux prochains concours ;

- secundo : je tiens à préciser pour ma discipline qu'au cours de ces deux dernières décennies, et sans compter les nombreux travaux de recherche effectués au laboratoire de toxicologie sous l'autorité du P^r Merad (travaux ponctués régulièrement par des publications dans des revues internationales, et par des mémoires de fin de résidanat), l'équipe de toxicologie de la Faculté de médecine d'Alger que j'ai l'honneur de diriger et coordonner — parce que chez nous l'esprit d'équipe existe — a fait soutenir plus de 120 mémoires de fin de résidanat traitant de sujets inédits et d'un niveau scientifique que vous ne connaîtrez certainement pas de sitôt, grâce aux efforts coordonnés et aux sacrifices de toute l'équipe — que je tiens à remercier au passage — y compris M^{me} le P^r B. A., directrice du Centre national de toxicologie ainsi que le P^r M. M., chef de service de toxicologie à l'HCA, à qui je tiens à dire ici à tous les deux toute ma gratitude pour avoir accueilli la majorité de nos résidents au sein de leurs structures et permis d'atteindre les objectifs fixés.

Plusieurs thèses ont été également encadrées et soutenues grâce au dévouement de l'équipe de toxicologie d'Alger, d'autres sont en voie de finalisation et les impétrants peuvent en témoigner.

Depuis toujours, les enseignants des disciplines pharmaceutiques et même médicales dépourvues à l'époque de rangs magistraux ou de moyens matériels ont également bénéficié de l'aide scientifique et technique ainsi que de l'encadrement et des conseils éclairés des enseignants de notre équipe pour inscrire leurs sujets de thèse et les soutenir sous ma direction ou celle de mes collègues.

Je vous mets au défi de me montrer un seul mémoire soutenu par vos résidents sous votre direction, Nous pharmaciens, qui semblons déranger votre quiétude, avons été à l'origine de l'introduction officielle des mémoires de fin de résidanat dans les derniers statuts des résidents, par la voix du P^r M. A., président du CPNS de toxicologie. Pouvez-vous en dire autant ?

Quant à la formation en pharmacie, ce

sujet est beaucoup plus profond que vous ne le pensez et que vous ne pouvez l'imaginer. Je vous propose d'en débattre autour d'une table ronde si vous le souhaitez. Nous discuterons des profils et objectifs de formation, des besoins de l'Algérie en pharmaciens, de l'opportunité ou pas de continuer à former 2 500 à 3 000 pharmaciens par an dans 14 départements des facultés de médecine d'Algérie. Avons-nous besoin d'autant de diplômés dans ce corps ? Certainement pas.

N'est-il pas temps de revenir aux fondamentaux, de regrouper nos moyens, de réduire les effectifs pour répondre plus efficacement aux besoins de notre pays et non former de futurs émigrés ? N'est-il pas temps de revenir à la rigueur universitaire et de s'arrêter de racheter les étudiants, le comble, par des décisions décanales ou rectorales ?

J'en arrive enfin au dernier point, la circulaire interministérielle MSPRH-MESRS du 14 juin 2016 reçue par certains dès le lendemain et annoncée fièrement et précisément par les responsables du Snechu enjoignant aux directeurs des hôpitaux et aux recteurs et doyens de mettre automatiquement fin à la chefferie de service et d'unité les enseignants âgés de plus de 65 ans et à la retraite celles et ceux âgés de 70 ans révolus. Cette dernière circulaire amène de ma part quelques réflexions.

Quels sont les problèmes fondamentaux et les urgences pour notre pays sur les plans hospitalier et universitaire ? Est-ce mettre manu-militari à la retraite ou en fin de mission de chefferie de service ou d'unité les enseignants sans aucune forme de respect, en particulier le respect des droits fondamentaux, statutaires et constitutionnels des enseignants hospitalo-universitaires ?

Quand je parle des droits statutaires, je parle de postes acquis par concours au vu de textes réglementaires instituant ces concours et en fixant les modalités, et dont aucun texte réglementaire ne prévoit le retrait.

Lorsque j'évoque les droits constitutionnels, je parle du parallélisme des formes, pour l'accès à des fonctions comme pour en être déchu. Peut-on par décision ministérielle changer des règles fixées par décret et non par des arrêtés d'application ? J'espère que des juristes (je ne le suis pas) interviendront pour me confirmer que j'ai raison ou pour me dire que j'ai tort et que je suis dans l'erreur. Je ferai dans ce cas-là mon mea-culpa.

Tout en précisant et en confirmant ce que j'ai dit la semaine passée : à titre personnel et au crépuscule de ma carrière, je ne m'accroche ni au poste de chef de service ni à celui de professeur titulaire.

Je dis bien le poste de professeur titulaire et non le grade de professeur qui comme cha-

Tout en précisant et en confirmant ce que j'ai dit la semaine passée : à titre personnel et au crépuscule de ma carrière, je ne m'accroche ni au poste de chef de service ni à celui de professeur titulaire. Je dis bien le poste de professeur titulaire et non le grade de professeur qui comme chacun le sait est acquis ad vitam æternam, sauf s'il est usurpé ou qu'on y a accédé malhonnêtement (plagiat ou faux).

si pour nous il est peut-être trop tard, un conseil : à l'avenir, copions les pays civilisés en ce qu'ils ont de bien. Je l'ai déjà dit, ouvrez les postes aux concours avant le départ des titulaires pour que la passation se fasse dans la sérénité. La sérénité est le gage pour le nouveau chef de service de son adoption par toute l'équipe en place ; elle est l'assurance de l'acceptation de son autorité et du respect que lui porteront ses subordonnés dès le premier jour de son installation. Ceci dans l'intérêt du bon fonctionnement des structures dont vous avez la charge et de la pérennité d'une bonne prise en charge des patients.

Quand je dis on doit revenir aux fondamentaux, à la justice sociale et à l'urgence, je pense par exemple que nous n'avions pas le droit de laisser le plus grand hôpital d'Algérie, le CHU Mustapha en l'occurrence, sans directeur général pendant près d'un an avec tous les problèmes et l'immobilité qu'a connus cet établissement malgré le courage et l'engagement de la directrice intérimaire, alors que les cadres formés par l'ENA pour cette fonction de gestion hospitalière étaient en années sabbatiques.

C'était là l'une des vraies urgences. En principe pour le MSPRH, l'urgence ne consiste pas à chasser les chefs de service à la hussarde, mais de mettre en place une politique de santé juste et homogène pour l'ensemble des Algériens, pour les 48 wilayas . On ne doit plus continuer à condamner les patients de Laghouat, de Béjaïa, de Batna, de Mostaganem, et de je ne sais quelle willaya à ne pas avoir à côté de chez eux, dans leurs hôpitaux, CHU, EHS, EHU, etc., des enseignants de rang magistral dans toutes les disciplines et à être obligés de parcourir des centaines de kilomètres pour consulter un professeur de la spécialité.

La justice sociale, c'est de cesser la fuite en avant et d'arrêter d'ouvrir des postes d'enseignants, en particulier les postes de rangs magistraux dans les grandes villes : l'étudiant en médecine de Béjaïa ou de Laghouat a constitutionnellement le droit d'être encadré et formé par des maîtres de conférence et des professeurs de médecine au moment où dans certaines spécialités on trouve jusqu'à 4, 6, 8, 10 rangs magistraux et plus, non pas dans la même faculté, mais dans un seul des nombreux CHU de la willaya. Vous avez bien lu, je dis bien jusqu'à 10 professeurs et maîtres de conférences de la même spécialité dans un seul CHU.

La justice sociale pour laquelle nos pères ont sacrifié leur vie, c'est la juste répartition des moyens humains et matériels entre toutes les composantes de notre société, d'est en ouest et du nord au sud. Quant à la discrimination entre les enseignants chercheurs hospita-

lo-universitaires et les enseignants des autres disciplines universitaires, régis par le même statut, que nous dénoncions avant même la signature du dernier arrêté interministériel, elle vient hélas nous rappeler qu'il y a encore du chemin à faire, avant de pouvoir rattraper les pays où les membres d'une même corporation sont tous égaux devant la loi. Nous n'inviterons pas le Snechu à dénoncer cette discrimination, mais nous prions Messieurs les Ministres d'y mettre fin. Peut-être que j'ai un peu trop parlé souvent au singulier, je m'en excuse auprès des lecteurs et de mes collègues, mais c'est parce que je me suis senti personnellement visé par l'intervention des responsables du Snechu. Un ami de longue date, le P^r Y. L., me mettait souvent en garde. Il me répétait inlassablement : «Méfie-toi, celui ou celle qui ne peut devenir quelqu'un, essaiera de devenir quelque chose.» J'essayerai de me le rappeler tant que Dieu me prêtera vie.

M. R.